

ADMINISTRATION  
PUBLIQUE

-

I.- LES EXPERTS AFFECTES AU MINISTERE DE LA FONCTION  
PUBLIQUE.

II.- L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

1°.- Organisation Administrative

2°.- S t a t u t s

3°.- Recrutement - Formation - Perfectionnement

4°.- Assistance Technique

5°.- Problèmes d'Ordre Constitutionnel  
Inspection du Personnel et des Services

III.- L ' E N D A

IV.- P O L I C E

- - -

E R R A T A

- Page 2, ligne 8. : Dans la terminologie administration belge, que l'administration congolaise a conservée, les experts sont désignés sous le terme générique de techniciens. Dans ce paragraphe technicien est synonyme d'expert. A la Fonction Publique pour distinguer parmi les techniciens ceux qui ont un rôle plus important que les autres on les qualifie de conseillers techniques.
- Page 3, paragraphe 2. : La conférence des présidents provinciaux s'est déroulée du 16 au 23 octobre 1962.
- Page 3, 13ème ligne du dixième paragraphe. : "leurs rapports ..." Il s'agit de ceux des étudiants enquêteurs.
- Page 4, 2°.- Statuts, paragraphe 1, ligne 13. : L'ordonnance du 7 novembre, comme celle du 13 juillet, est en réalité une ordonnance ordinaire; de nature réglementaire elle n'a pas le caractère législatif des ordonnances-lois.
- en bel a lire de "ordonnance-loi"*  
*lire ordonnance*
- Page 7, 4°.- Assistance Technique, 4ème paragraphe, ligne 1. : ".... ils ont étudié" sous entend les experts.



## I.- LES EXPERTS AFFECTES AU MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

En 1960 et 1961 les experts de la section spécialisés en matière d'administration publique proprement dite (1) étaient fort peu nombreux. Un ou deux au début; rarement plus de trois ensuite (2). Situation qui devait se prolonger jusqu'à l'arrivée en septembre 1962 d'un quatrième expert.

Au 1er janvier 1963 la section de l'administration publique comptait 4 experts dont 3 affectés au ministère de la fonction publique, le quatrième ayant été mis à la disposition du premier ministre.

Au cours du premier semestre l'effectif de la section était renforcé par la venue de deux nouveaux experts; l'un au début de mars, l'autre à la fin de mai.

Au 30 juin 1963 les experts de la section (ENDA non compris) étaient ainsi au nombre de 6 dont 5 affectés à la fonction publique. Durant le second semestre ils n'étaient plus que 4; 2 experts, dont celui qui se trouvait au cabinet du premier ministre n'ayant pas obtenu ou demandé le renouvellement de leur contrat.

En janvier 1963, en dehors des experts de l'ONUC, il n'y avait à la fonction publique qu'un seul autre expert (envoyé à Léopoldville en juillet 1961 sous les auspices du gouvernement français).

Au printemps et au début de l'été dernier, le ministre de la fonction publique appelait auprès de lui deux techniciens belges.

En novembre 1963, deux experts recrutés par le gouvernement français arrivaient à leur tour à la Fonction Publique.

Au 31 décembre 1963, le ministre de la fonction publique disposait ainsi de 9 experts :

- 4 experts de l'ONUC
- 3 "bilatéraux" français (3)
- 2 "bilatéraux" belges (3)

- 
- (1) Il ne s'agit donc ni des experts affectés à la police, ni de ceux qui, après sa création, l'ont été à l'ENDA.
  - (2) Les deux premiers experts chargés de la section de l'administration publique devaient successivement être placés à la tête des Opérations Civiles.
  - (3) Au début de 1964 avec l'arrivée de 4 "bilatéraux" supplémentaires l'effectif des experts du gouvernement français s'élevait à 7. On n'a pas compté parmi les "bilatéraux" belges 4 techniciens qui ne sont pas à proprement parler des experts, moins encore des conseillers. Suivant qu'on les comprend ou non le nombre des experts en fonction au ministère de la fonction publique est désormais de 13 ou de 17.



Ces indications numériques sur l'évolution et la composition de l'effectif des experts affectés à la Fonction Publique ne sont pas superflues. Outre qu'elles permettent de se faire une idée plus exacte de la situation au sein de ce ministère de ceux qui relèvent des Nations Unies, elles expliquent la difficulté de retracer clairement leur activité en 1963 et de la distinguer de celle des autres "techniciens".

En effet, quelle que soit leur provenance, ils ont en général étroitement collaboré surtout pour les questions les plus importantes (organisation administrative, statuts, etc.). On s'abstiendra donc, sauf exception, de faire le départ dans l'oeuvre commune de ce qui revient ou non aux seuls experts des Nations Unies.

## II.- L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Le rôle des experts affectés à la Fonction Publique ne peut être compris si l'on ne sait que ce ministère intervient directement ou indirectement pour tout ce qui concerne l'administration du Congo. Chargé de l'organisation administrative, c'est-à-dire de fixer les cadres des administrations centrales et provinciales et de déterminer les effectifs nécessaires; également chargé de la gestion de tous les personnels titulaires de la République, à ces différents titres, le département de la fonction publique se trouve être en fait un super-ministère qui régit administrativement le Congo.

En 1963 les études et travaux entrepris les années précédentes ont été poursuivis et certains d'entre eux ont finalement abouti.

Les divisions sont forcément arbitraires. Les problèmes chevauchent souvent ou s'interfèrent. Néanmoins on peut regrouper les principales activités des experts sous un certain nombre de rubriques qui correspondent aux attributions de droit ou de fait du ministère de la fonction publique.

### 1°.- Organisation Administrative

L'Organisation des ministères du gouvernement central autrement dit la question de leurs "organigrammes" est sur le chantier depuis des années. Dès 1960 les experts s'en sont préoccupés. Mais chaque remaniement ministériel les obligeait à reprendre le travail en entier. Ce n'est qu'à la suite de la modification du gouvernement intervenue en avril 1963 que les experts ont en grande partie réussi à surmonter l'inertie ou l'opposition de nombreux ministres qui n'admettaient pas l'ingérence de leur collègue de la Fonction Publique. A la fin de 1963 le problème était pratiquement réglé, presque tous les ministres ayant fini, à la suite de laborieuses tractations, par se mettre d'accord avec la Fonction Publique.



Parallèlement, la question de l'organisation des administrations provinciales sur laquelle en 1961 et 1962 les experts s'étaient penchés et avaient fourni plusieurs rapports, a fait l'objet de nouvelles études. Il y a lieu à ce propos de signaler que ces derniers mois (août - octobre) certains gouvernements provinciaux ont pris l'initiative de consulter la Fonction Publique au sujet de la réorganisation ou mise en place de leurs services.

En automne 1962, les présidents des gouvernements provinciaux s'étaient réunis à Léopoldville pour discuter de problèmes d'intérêt commun, en particulier de la création de services "inter" ou "poly-provinciaux", et de leurs relations avec le gouvernement central et ses services extérieurs. L'expert de l'ONUC qui avait été chargé par et pour le ministre de la fonction publique de préparer et suivre leurs travaux a consacré au début de 1963 un certain nombre d'études aux questions soulevées par les résolutions des présidents provinciaux qu'il a minutieusement commentées à l'intention du conseil des ministres. Il a de plus mis en forme diverses propositions de la Fonction Publique sur "les objectifs et moyens d'une restauration de l'autorité du gouvernement central au sein des administrations provinciales".

Un expert de l'ONUC a effectué deux missions en province, la première en février et mars au Kivu et dans le Maniema. Son rapport, exposé extrêmement instructif de la situation et des difficultés de tous ordres auxquelles les administrations de ces provinces ont à faire face, contient diverses propositions ou suggestions pour les aider à les surmonter.

Quelques mois plus tard, en mai et juin, l'expert devait retourner au Kivu et se rendre dans les régions voisines pour compléter son enquête et en particulier se pencher sur les questions de personnel. A son retour, le ministre de la fonction publique créait une commission pour étudier et régulariser la situation administrative d'un nombre considérable de fonctionnaires tant du Gouvernement central que des différentes provinces (plusieurs milliers de dossiers).

Les experts n'étant pas assez nombreux pour procéder eux mêmes aux tournées, ils ont suggéré au ministre de la fonction publique de profiter des vacances universitaires pour envoyer dans les provinces des étudiants qui venaient de finir leur troisième année à l'ENDA.

Des équipes de deux étudiants devaient se répartir les provinces, chacune d'entre elles ayant à en visiter deux. Pour des raisons d'ordre financier le nombre de ces étudiants, qui primitivement dépassait la vingtaine, descendit à treize et finalement dix provinces seulement ont été vues. Le rôle des étudiants consistait à procéder au relevé de l'organisation administrative provinciale, à dénombrer les effectifs réels et à prendre note des besoins des provinces, tant en personnel, qu'en matériel et documentation. Les experts ont préparé leur mission en leur faisant différents exposés sur les problèmes dont ils auraient à s'occuper et en établissant pour eux un memento de tournée. Leurs rapports, de valeur inégale, débordent généralement le cadre de la mission impartie mais contiennent parfois des aperçus et des détails intéressants sur la situation générale et l'état d'esprit des provinces.



Les experts ont participé à la préparation d'enquêtes de même nature organisées par l'Université de Lovanium.

Toujours dans le domaine de l'organisation administrative, le ministre de la fonction publique a chargé les experts de réorganiser son propre ministère. Cette réforme, qui s'est traduite par une redistribution des attributions entre les directions, la création de nouveaux services, la suppression ou réduction de certains autres, est entrée en vigueur au début de 1964.

Il convient à ce propos de signaler que quelques experts ont étudié de près, en vue de l'améliorer, le fonctionnement de l'ancienne quatrième direction (désormais la cinquième) dénommée B.C.T. (Bureau Central des Traitements) qui procède à la liquidation et au mandatement des traitements de tous les fonctionnaires du Congo, soit entre 23.000 et 25.000 d'après les dernières évaluations (1). Ce service, dont la tâche est énorme, avait fait l'objet de nombreuses critiques. Les experts qui l'ont contrôlé et qui assistent son directeur considèrent que tout compte fait, le B.C.T., où l'on rencontre des agents congolais appliqués, n'est pas un des services qui laissent le plus à désirer.

## 2.- S t a t u t s

Un deuxième groupe de travaux se rapporte aux statuts. Un projet de statut général des agents de l'Etat destiné à remplacer celui de 1959, antérieur à l'Indépendance, a été élaboré en 1961 par un expert de l'ONUC. Plusieurs textes ont été proposés. L'un d'eux avait été retenu par le ministre de la fonction publique, mais en 1963 il a dû être remanié sous la pression des syndicats. Le 13 juillet 1963 un nouveau statut était signé par le Chef de l'Etat, mais les syndicats ayant immédiatement demandé sa modification, il ne devait pas être appliqué ni même être publié au Moniteur. A la suite de tractations qui ont duré trois mois, intervenait le 7 novembre 1963 une deuxième ordonnance-loi portant statut général des agents de l'Etat, parue le 27 janvier 1964.

En dehors du statut général et de nombreux textes d'application en cours de rédaction, les experts ont élaboré des statuts particuliers. Citons entre autres celui des fonctionnaires des affaires étrangères, des agents de la police judiciaire, des enseignants, etc.

./.

- (1) Un expert de l'ONUC qui, pendant deux ans, jusqu'au 30 juin 1963, a conseillé et assisté le directeur de l'ex. troisième direction du ministère de la fonction publique, qui gère tout le personnel du Congo, (à l'exception des enseignants, des techniciens étrangers et des agents recrutés directement par les provinces) assure dans son rapport de fin de mission que les fonctionnaires et agents sous statut et sous contrat du gouvernement central et des provinces du Congo, sont en tout au nombre de 140.000, soit un agent public par cent habitants. Ce chiffre serait inférieur à la réalité et celui d'environ 170.000 devrait lui être substitué. Le Congo, à raison de l'incompétence ou de la mentalité de presque tous les agents publics, n'en est pas moins sous-administré.



### 3°.- Recrutement - Formation - Perfectionnement

Un troisième secteur de grande importance groupe tout ce qui a trait au recrutement, à la formation et au perfectionnement des agents publics.

Le précédent rapport d'ensemble relate les efforts qui ont été accomplis de 1960 à la fin de 1962. En 1963 l'oeuvre entreprise les années précédentes a été poursuivie et complétée.

Les magistrats et les fonctionnaires des cadres supérieurs de l'administration doivent, à partir du second semestre de 1964, c'est-à-dire lorsque sortira la première promotion du cycle normal, être recrutés parmi les élèves ayant réussi aux épreuves de la quatrième année de l'Ecole de Droit et d'Administration (E.N.D.A.). (1).

Avec le concours des experts de l'ONUC, le ministre a entrepris en 1963, de réformer l'ENDA, dont l'organisation et le fonctionnement laissent à désirer. L'extension de son rôle, de ses activités, est également projetée.

Une des premières démarches a consisté à faire revivre le conseil d'administration, organisme fondamental, puisqu'il lui appartient de se prononcer sur tous les problèmes importants concernant l'Ecole et qui n'avait presque jamais été réuni.

Depuis le second semestre de 1963 le conseil d'administration tient régulièrement séance au moins une fois par mois.

Un programme qui porte sur une dizaine de points, presque tous fort importants, programme en grande partie élaboré par les experts, va être incessamment soumis à ce conseil. Ils concernent notamment la modification du statut de l'Ecole, son règlement intérieur, le recrutement des professeurs, celui des élèves (2), le statut des boursiers; le programme académique dans son ensemble, la "programmation" des études et stages de la quatrième année, etc.

./.

- 
- (1) Pour ne pas déséquilibrer ce chapitre par des développements sur le fonctionnement et l'activité de l'ENDA, qui sont cependant nécessaires, ils ont été reportés sous une rubrique qui lui est spécialement consacrée (ch. p. ).
- (2) Afin que les candidats des provinces ne soient pas défavorisés par rapport à ceux de Léopoldville des contingents provinciaux ont été prévus, autrement dit un certain nombre de places leur seront réservées.



Sans attendre la réforme de l'Ecole, un certain nombre de mesures, qui se rattachent directement ou indirectement à la mission de l'ENDA, ont vu le jour en 1963.

C'est ainsi que des instructions ministérielles sont intervenues, les unes pour fixer les modalités de recrutement sous-contrat pour les besoins de l'administration des nouveaux diplômés; d'autres concernant la réintégration des agents précédemment en service qui peuvent se prévaloir des diplômes qu'ils ont obtenus grâce à leur détachement (1).

Le ministre de la fonction publique, donc ses experts, ont eu à examiner les projets de création de différentes écoles: notamment l'école nationale d'aviation civile, pour laquelle l'ordonnance qui l'institue a déjà paru, et l'école nationale des télécommunications.

En ce qui concerne les agents publics des cadres moyens et subalternes, il est question d'associer à leur formation professionnelle le Bureau International du Travail, qui a déjà pris l'initiative de former du personnel de bureau pour les entreprises privées. Des études poussées ont été faites et la formule va être incessamment mise au point.

Si la formation et le perfectionnement peuvent être intellectuellement distingués, en fait ils se confondent en partie ou du moins chevauchent. Il y a deux sortes de formations, celle des futurs fonctionnaires qu'ils reçoivent à l'ENDA ou à l'étranger, à l'Institut des Hautes Etudes d'Outre-mer à Paris, par exemple, et dont bénéficient aussi les agents de l'administration qui sont détachés pour poursuivre ou reprendre leurs études; celle des fonctionnaires en place. Celle-ci s'effectue de diverses manières: cycles spéciaux, stages accélérés au Congo ou à l'étranger. Lorsqu'il s'agit de fonctionnaires d'un rang relativement élevé, il est convenu de parler de perfectionnement.

C'est ainsi que plus de la moitié des secrétaires généraux des ministères du gouvernement central, une dizaine sur une vingtaine, soit les fonctionnaires les plus élevés en grade du Congo, ont suivi en septembre 1963 un stage de plusieurs semaines en Belgique. Si l'initiative en revient au gouvernement belge, qui au surplus en a supporté tous les frais, c'est le ministre de la fonction publique avec le concours d'experts de l'ONUC qui l'a organisé.

C'est à un expert de l'ONUC par contre que revient entièrement l'initiative, en accord avec la direction des études de l'ENDA, d'émissions radiophoniques destinées aux fonctionnaires et aussi au public où les principaux problèmes concernant l'administration,

./.

---

(1) Instructions respectivement datées des 29 août et 5 septembre 1963.



singulièrement des questions d'actualité comme le nouveau statut des agents de l'Etat, sont exposés et expliqués par des professeurs et des fonctionnaires qualifiés. Ces émissions ont lieu régulièrement chaque semaine depuis le mois d'octobre.

Dans le domaine de la formation et du perfectionnement - peu importe le terme - il y a lieu de signaler encore la participation d'un expert de l'ONUC au pré-stage organisé en décembre dernier à Léopoldville, avant leur départ pour la France, à l'intention de jeunes fonctionnaires désignés pour faire un stage à la Cour des Comptes à Paris.

A la fin de 1963, lors de la réorganisation de son département, le ministre de la fonction publique a créé au sein de son ministère, un secrétariat général permanent au recrutement qui a compétence pour recruter le personnel de toutes les administrations centrales, voire pour de toutes celles du Congo pour lesquelles aucun texte de valeur réglementaire ne prévoit de mode de recrutement particulier.

#### 4°.- Assistance Technique

Le ministère de la fonction publique a dans ses attributions la gestion du personnel étranger. A ce titre, il a manifestement compétence pour intervenir en matière d'assistance technique.

En 1963, deux conventions importantes ont été conclues. En juillet, après six mois de tractations, la convention belgo-congolaise; en décembre la convention franco-congolaise.

C'est un expert de l'ONUC qui a été désigné pour suivre, en qualité de conseiller administratif du gouvernement congolais, les négociations qui ont eu lieu en avril à Léopoldville avec une mission du ministère français des affaires étrangères.

Dans un domaine voisin, ils ont étudié la modification, par avenant, du contrat des professeurs de l'enseignement libre subsidié, partiellement payés par l'UNESCO.



Depuis septembre 1963, un expert de l'ONUC a été affecté en qualité de conseiller auprès de la direction du ministère de la fonction publique qui gère le personnel sous-contrat, les enseignants laïques ou congréganistes et les techniciens étrangers.

5°.- Problèmes d'Ordre Constitutionnel - Inspection du Personnel et des Services.

Soit à la demande du ministre de la fonction publique ou des présidents des gouvernements provinciaux, soit qu'ils en aient pris eux mêmes l'initiative, les experts de l'ONUC ont eu à se pencher sur des problèmes d'ordre constitutionnel. L'étude susvisée relative à l'interprétation et à l'application des résolutions de la conférence des présidents provinciaux s'y rattache.

Il convient de citer en outre des projets tendant à modifier divers articles de la loi constitutionnelle provisoire, dite loi fondamentale, notamment en ce qui concerne: 1°) la situation administrative des agents qui, depuis l'Indépendance ont appartenu aux assemblées parlementaires ou exercé des fonctions ministérielles, qu'il s'agisse du sénat, de la chambre des députés, des assemblées provinciales du gouvernement central ou des gouvernements provinciaux; 2°) les conditions d'exercice des compétences provinciales pour l'élaboration du statut des agents provinciaux.

Un rapport très fouillé a été fourni au ministre de la fonction publique au sujet des incidences possibles, ou probables, de la future Constitution sur les compétences du gouvernement central en matière d'administration et de fonction publiques.

Le conseil des ministres en adoptant le statut général des agents de l'Etat du 7 novembre dernier a jugé nécessaire d'instituer un corps de contrôle pour en surveiller l'observation. Le soin de le créer a été confié au ministre de la fonction publique.

Cette inspection prévue audit statut sous la dénomination d'inspection de la fonction publique, est indispensable. Dans la conception primitive, sa compétence devait être limitée au contrôle de l'application tant des dispositions statutaires régissant les différents personnels que des textes relatifs à l'organisation des administrations centrales et provinciales. L'expert chargé de l'organisation de l'Inspection a fait valoir qu'il serait souhaitable de permettre aux inspecteurs d'apprécier le fonctionnement même des services. Dans ce sens deux projets d'ordonnance-loi ont été préparés dont le second a reçu l'agrément du ministre. Outre ces deux projets, l'expert a fourni un grand nombre de notes sur les principaux problèmes (incidences budgétaires, mesures de nature à la faire accepter par les ministres du gouvernement central et les autorités provinciales, recrutement, etc.) que peut soulever la création d'une inspection à vocation plus étendue, qui serait dénommée Inspection de l'administration et de la fonction publiques.



A la fin de 1963, les experts de l'ONUC ont commencé à s'occuper des "parastataux" (établissements publics et entreprises d'intérêt public ou général). Ils se sont d'abord efforcés d'aligner le barème du personnel de ces organismes sur celui des agents publics. L'étude d'un statut cadre des "parastataux", qui suppose leur recensement et l'examen du caractère juridique de chacun d'entre eux, leur a été confiée.



### III.- E. N. D. A.

Créée en février 1961, l'ENDA est un établissement public placé sous la tutelle du ministre de la fonction publique, président de droit du conseil d'administration.

Elle a commencé à fonctionner avec l'assistance de l'ONUC. Un premier octroi des Nations Unies d'un montant de 228.000 FC. et une contribution de 5 millions de FC. du Gouvernement congolais ont été utilisés pour la construction de bâtiments permanents et la création d'une bibliothèque. Les Gouvernements de Belgique, de France et des Etats-Unis subventionnent l'Ecole et la fondation Ford lui apporte une contribution annuelle de 250.000 dollars.

L'ENDA a mis en oeuvre un programme ordinaire d'une durée de quatre ans conçu pour les administrateurs et les magistrats. Le nombre des élèves de l'ENDA a augmenté constamment. De 294 pendant l'année universitaire 1962/1963, il est passé à 427 en 1963/1964. Des bourses de perfectionnement offertes par les Nations Unies ont été octroyées à 200 d'entre eux en 1962/1963 et à en 1963/1964. La première remise de diplômes aura lieu en octobre 1964 et à partir de cette date on escompte que le nombre des diplômés qui sortiront chaque année pour exercer des fonctions administratives ou judiciaires sera d'une soixantaine en ce qui concerne la section d'administration publique et de 30 à 40 pour la section juridique.

En 1963 l'ENDA a poursuivi son programme de formation destiné aux titulaires de postes importants au Gouvernement central. Outre les cours d'économie politique, de statistique et de droit administratif et constitutionnel, un nouveau cours a été institué à l'intention des futurs diplomates.

Sur les 40 professeurs affectés à l'ENDA en 1963, cinq avaient été fournis par l'ONUC et cinq par le Gouvernement français. En plus de leurs activités en matière d'enseignement, les experts de l'ONUC ont contribué à la préparation de cours et à la sélection, dans tout le pays, des candidats aux bourses de perfectionnement.



#### IV.- P O L I C E

De l'Indépendance à 1963, l'assistance fournie par les Nations Unies au Congo en matière de police a été ~~très~~ modeste. L'ONUC n'a pu mettre au service du Gouvernement central que 9 experts spécialisés en ce domaine; experts qui jusqu'au milieu de 1963 relevaient de la section de l'administration publique. Leurs attributions principales consistaient, d'une part à former les agents et c'est à ce titre qu'ils ont été affectés aux écoles de police d'Albertville et de Coquilhatville; en second lieu à organiser des brigades urbaines à Léopoldville et à Stanleyville. Parallèlement, une formation pratique de caractère différent était donnée aux polices du Bukavu, Luluaburg et Stanleyville par les détachements de la police nigérienne de l'ONUC stationnés dans ces villes. Pendant cette période qui, débutant sur 1963, s'étend ainsi sur un peu plus de deux ans et demi, les écoles de police ont fait porter leurs efforts sur la formation accélérée et intensive singulièrement des agents en fonction, mais aussi des nouvelles recrues.

Néanmoins, en 1963 les forces de police congolaise n'étaient pas encore en mesure de faire appliquer efficacement la loi. Leur effectif avait en gros doublé depuis 1960, mais elles ne manifestaient guère leur autorité et l'on ne pouvait pas compter sur elles pour le maintien de l'ordre dans les moments critiques.

Au début de l'année, le Gouvernement central a demandé aux Nations Unies de contribuer à l'établissement de plusieurs écoles dans le Pays pour la formation d'officiers de police. Il avait été décidé que l'on commencerait par utiliser les bâtiments déjà affectés à l'instruction du personnel de police et par créer une école nationale de police à Léopoldville. Chaque province y enverrait suivre pendant deux ans les cours destinés aux officiers de police 3 élèves désignés par les gouvernements provinciaux. Les boursiers seraient chaque année au nombre de 130.

En attendant qu'il soit possible d'organiser les écoles provinciales projetées, on envisageait d'affecter à chaque province 3 officiers de police recrutés internationalement. Chacune de ces équipes resterait au service de la police provinciale pendant deux ans, de façon à ce que les premiers officiers de police diplômés de l'école nationale puissent ensuite les remplacer.

A la fin du premier semestre de 1963, les Nations Unies ont chargé un expert principal de police de mettre au point avec les fonctionnaires du ministère de l'intérieur les modalités d'application du programme.

Des dispositions ont en outre été prises pour le recrutement immédiat d'officiers de police. Les Nations Unies envisagent enfin de coordonner leurs projets dans ce domaine avec ceux qui pourraient être prévus par des programmes bilatéraux d'assistance à la police congolaise.



80-05

0-4


UNATIONS NEW YORK

815  
ONUJ.....RECHARD FROM ORGIC TAFALL. WE REQUEST EXTENSION  
CONTRACT THROUGH 7 SEPTEMBER 1954 JEAN SAUMIER, POST CODE NUMBER  
G-83, PUBLIC ADMINISTRATION DEPT, PROJECT 80-05, CONGO FUND.  
PLEASE CABLE REPLY URGENTLY.

CC

G. Contreas  
R. Gauvres  
J. Schoellkopf  
A. C. Gilpin  
29 February 1964



cc: M. Galy  
M. Najman (+ lettre originale du   
Ministre) 4/2/64  
M. le Directeur du Bureau de la  
Coordination économique

CIV.OPS./363/64

Léopoldville, le 29 février 1964

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 4 février nous demandant si notre Organisation pourrait éventuellement mettre à la disposition de votre Département un expert qui serait chargé de prêter son concours à l'établissement d'un service de "public relations" vis-à-vis des fonctionnaires publics à travers le pays.

En réponse, je dois vous signaler que suivant les instructions de Monsieur le Premier Ministre, nous ne pouvons prendre en considération les demandes d'assistance techniques que si elles nous sont transmises par l'intermédiaire du Bureau de la Coordination économique au Cabinet du Premier Ministre. Nous vous prions donc de bien vouloir nous adresser votre demande suivant cette procédure, et nous serions alors heureux d'examiner la possibilité de vous donner satisfaction. Toutefois, en vue de nos ressources limitées, je ne puis, à l'heure actuelle, vous affirmer qu'il nous sera possible de donner une suite favorable à votre demande.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

B. F. Osorio-Tafall  
Chef des Opérations civiles  
de l'ONUC

Son Excellence  
Monsieur Alois Mabangi  
Ministre de la Fonction publique  
Léopoldville

Najman -  
no comments  
19/5



(for translation into French)


DRAFT

ACG/mep

28/2

CIV.OPS./363/64

To: Minister of Fonction Publique  
From: Mr. Osorio-Tafall



Monsieur le Ministre,

I have the honour to refer to your letter of 4 February requesting the services of an expert to assist in the organisation of a service of "public relations" vis-à-vis public officials throughout the country.

In reply, I should explain that, on the instruction of the Prime Minister, we may only consider requests for technical assistance if these are channelled through the Bureau of Economic Coordination in the Office of the Prime Minister. We shall be happy to consider your request if it is transmitted to us in this manner although, as a result of our limited resources, I can give no assurance at this stage that we shall be able to give a positive response.

Veuillez agréer, etc...

cc: Mr. Galy  
Mr. Najman (+ original)  
Dir. Bureau of Ec.Coord. (+ original)



80-05

ACC/mep

PER 310

cc: M. le Directeur du Bureau de la  
Coordination économique  
(avec la lettre du Ministre annexée)  
M. Schoellkopf  
M. Galy

CIV.OPS./360/64

Léopoldville, le 28 février 1964

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 18 février, dans laquelle vous demandez que les Nations Unies prennent en considération la candidature de M. P.M.N. Dethier, afin de lui permettre de continuer son service comme conseiller technique auprès du Ministère de l'Intérieur.

En premier lieu, je dois vous signaler que sur les instructions du Premier Ministre, nous ne pouvons prendre en considération les demandes d'assistance technique que si elles nous parviennent par l'intermédiaire du Bureau de la Coordination économique au Cabinet du Premier Ministre. Dans le cas de M. Dethier, je devrais ajouter qu'il est contraire à la procédure de notre Organisation d'engager des experts déjà en service au Congo sous d'autres auspices. La lettre du 22 mars dont vous nous avez transmis une copie se réfère à la possibilité d'engager M. Dethier comme expert de l'administration publique dans un pays autre que le Congo.

Etant donné les circonstances, nous sommes au regret de vous dire qu'il serait extrêmement difficile de prendre la candidature de M. Dethier en considération dans sa qualité actuelle.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

E. F. Ogorio-Tafall  
Chef des Opérations civiles  
de l'ONUC

Son Excellence  
Monsieur J. Maboti  
Ministre de l'Intérieur  
Léopoldville



CIV.OPS./360/64

To: Minister of Interior  
From: Mr. Osorio-Tafall

Monsieur le Ministre,

I have the honour to acknowledge your letter of 18 February requesting that Mr. F.M.N. Dethier be considered for a contract with the United Nations permitting him to continue his service as a technical adviser in the Ministry of the Interior.

In the first place, I should explain that, on the ~~specific~~ instruction of the Prime Minister, we may only consider requests for technical assistance if these are channelled through the Bureau of Economic Coordination in the Office of the Prime Minister. In the case of Mr. Dethier, I must also add that it is contrary to our practice to consider the engagement by the United Nations of experts who are already serving in the Congo under other auspices. The letter of 22 March, which you enclosed, was in reference to the possibility of employing Mr. Dethier as an expert in public administration in some country other than the Congo.

In these circumstances, I regret that it would be extremely difficult for us to consider taking Mr. Dethier into United Nations service in his present capacity.

Veillez agréer, etc...

cc: Director of Bureau of Ec.Coord.  
Mr. Schoellkopf  
Mr. Galy

} (+ original)



CIV.OPS./321/64

Léopoldville, le 25 février 1964

A: Monsieur F. Galy  
Conseiller principal, Service de l'Administration publique

De: A. C. Gilpin  
Chef adjoint des Opérations civiles

Objet: Monsieur Jean Saulnier

Je suis heureux de vous faire savoir que le Siège de l'ONU a donné son accord pour que M. Saulnier soit classé au Grade 4, échelon 5, prenant effet conjointement avec la date d'extension de son contrat.

A ce sujet, ils citent les termes suivants de notre mémorandum du 1er février: "révision du statut des fonctionnaires d'Etat dans l'Administration française", et le fait que "M. Saulnier a été reclassé avec effet rétroactif à la date du 1er janvier 1961".

Le Siège nous a prié de lui faire parvenir les détails de ce reclassement, afin de pouvoir compléter le dossier personnel de M. Saulnier. Je vous serais donc reconnaissant de bien vouloir me faire parvenir les renseignements demandés, à votre convenance.

cc: M. Schoellkopf



1/41/64

1 February 1964

TO: Mr. C.L. Coste, Chief  
Technical Assistance Recruitment Services,  
Office of Personnel, New York

FROM: R. F. Overio-Tafall,  
Chief of Civilian Operations

SUBJECT: Mr. Jean SAULNIER, Public Administration Expert

Mr. Saulnier, Public Administration Expert (Gange Fund) was appointed to UNCTAD on 7 March 1963, for one year. His contract will expire on 6 March next, and we recommend that it be renewed for a further period of one year.

While requesting Mr. Saulnier's extension, the Senior Consultant for Public Administration has also recommended that he be up-graded, in view of his exceptionally good performance during the past year. Mr. Saulnier's practical mind and past experience in African countries are particularly valuable in his present post, where he discharges a multiplicity of tasks with dispatch and thoroughness. I fully endorse the views of the Senior Consultant. I would also add that following a review of the status of civil servants in the French Administration, Mr. Saulnier has been re-classified with retroactive effect from 1 January 1964. As a result, he is now earning less at his present grade (P-4, step I) than he would in his own administration.

In view of his very good performance, and as we are anxious to retain his services, we recommend that he be given, exceptionally, an increase of three steps over and above the increment to which he could be entitled on 1 March 1964 -- in other words, that his new contract be established at P-4, step V. We would appreciate your favorable consideration of the foregoing.



Léopoldville, le 10 décembre 1963.

Monsieur le Chef des Opérations Civiles,

J'ai l'honneur de vous transmettre une demande de reclassement que m'a remise M. Saulnier, expert de l'ONUC, affecté au Ministère de la Fonction Publique.

M. Saulnier est un des experts les plus aptes, à l'heure actuelle, à aider l'administration congolaise. Jeune, dans la force de l'âge - il a de peu dépassé la quarantaine - M. Saulnier a cependant une grande expérience des problèmes africains, qu'il doit aux fonctions d'administrateur actif qu'il a exercées pendant de nombreuses années dans différents pays de l'Afrique Noire.

Il a la saine des réalités et, s'il s'embarrasse moins que d'autres d'arguties juridiques, il allie à une pratique approfondie de l'administration de solides connaissances en droit administratif. Prompt, rapide, il est particulièrement soucieux d'efficacité.

Initialement recruté par les Nations Unies pour enseigner le droit public, M. Saulnier a très volontiers accepté d'être détaché à la Fonction Publique où de multiples tâches lui ont été confiées. Là ne se contente pas de suggérer, de rédiger, il veille de près à la transmission des pièces, à l'évacuation des affaires.

Ces dernières mois il a joué un rôle capital dans l'élaboration des deux statuts successifs des agents de l'Etat. C'est en effet lui qui a été chargé d'établir les barèmes, de calculer dans le détail, pour chaque catégorie de fonctionnaires et d'agents, les incidences des nouvelles dispositions financières, les seules d'ailleurs auxquelles s'intéressaient vraiment les syndicats.

M. Saulnier vient d'être reclassé en France à un indice qui lui donne vocation pour une sous-préfecture importante. Il serait, à mon avis, équitable et légitime d'en tenir compte, ainsi que de ses réelles qualités administratives, pour lui accorder, dans le cadre des experts des Nations Unies, la promotion, d'ailleurs modeste, qu'il sollicite et sans laquelle il risquerait d'être lésé.

Signé: François Galy